

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : défis budgétaires et pressions sociales*

Les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devraient connaître, au cours des prochaines années, une croissance modérée, inférieure à celle des pays comparables. Celle-ci est freinée par l'endettement public élevé et les coûts de financement associés, qui sont en outre à l'origine de fortes tensions budgétaires. Or, dans un contexte de fébrilité sociale et de chômage persistants, conjugué à une conjoncture mondiale défavorable, les dirigeants sont confrontés à un arbitrage délicat entre reconstitution de l'espace budgétaire et redynamisation de la croissance. Pour l'heure, les conditions financières mondiales favorables et la baisse des prix du pétrole leur facilitent la tâche. La réduction de l'endettement public devra toutefois passer par un assainissement des finances publiques et des politiques en faveur d'une croissance plus vigoureuse et plus inclusive.

Une reprise timide qui devrait persister

La croissance réelle du PIB dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait légèrement ralentir, passant de 4,3 % en moyenne en 2018 à 3,6 % en 2019. Ce recul est essentiellement imputable au Pakistan et au

Soudan. Hormis ces deux pays, le taux de croissance moyen devrait légèrement augmenter, pour atteindre 4,4 % en 2019. En Égypte, la croissance devrait rester forte, soutenue par la production gazière et le retour du tourisme. Dans la plupart des pays, toutefois, on prévoit en 2019 un taux de croissance inférieur à la moyenne de la période 2000–15.

La croissance dans la région devrait se maintenir aux environs de 3,7 % en moyenne en 2020, puis remonter à 5 % à moyen terme. Cette accélération serait en grande partie due au Pakistan, où les réformes actuelles stimuleraient la croissance. Ces prévisions impliquent toutefois que la performance des pays de la région serait inférieure à celle de leurs pairs, à niveau de développement similaire (tableau 2.1).

Tableau 2.1. Croissance du PIB réel
(Médiane par groupe)

	2018	2019	2020
Pays émergents			
Importateurs de pétrole - MOANAP	2,7	2,5	2,7
Reste du monde	3,0	2,8	3,1
Pays à faible revenu			
Importateurs de pétrole - MOANAP	2,8	3,0	3,5
Reste du monde	4,6	5,0	5,0

Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI

Note : MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

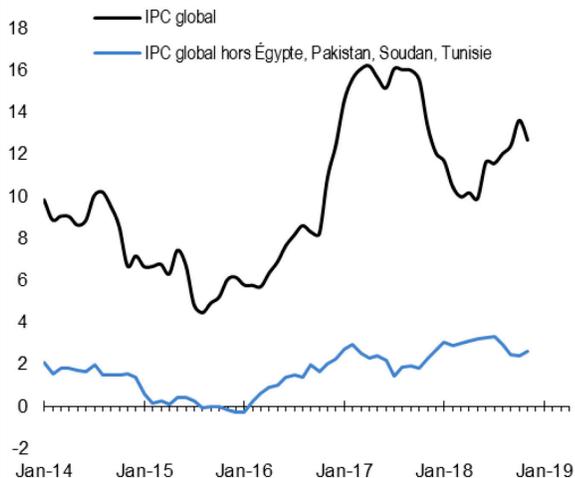
La faiblesse de la demande intérieure et extérieure a permis de contenir les pressions inflationnistes dans la plupart des pays, à l'exception notable de l'Égypte, du Pakistan, du Soudan, et de la Tunisie, où des dépréciations du taux de change, intervenues au cours des trois dernières années, ont certes contribué à résorber les déséquilibres extérieurs, mais alimenté une accélération du niveau des prix (graphique 2.1).

Malgré la baisse des cours mondiaux du pétrole (par rapport à la *Mise à jour des Perspectives*

* Rédigé par Philip Barrett avec l'assistance de Gohar Abajyan.

économiques régionales de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan d'avril 2019), les déséquilibres extérieurs

Graphique 2.1.
Inflation
(Prix à la consommation, moyenne de la période, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : IPC = indice des prix à la consommation. Djibouti et la Syrie ne sont pas pris en compte dans le CPI global en raison du manque de données récentes.

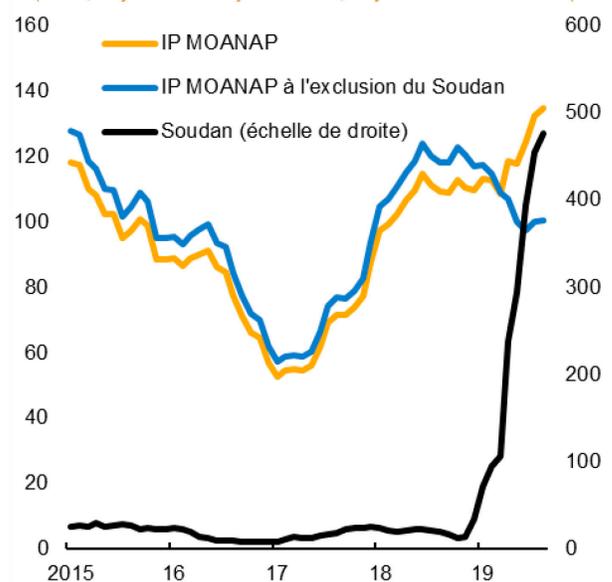
demeurent considérables dans quasiment tous les pays importateurs de pétrole, en raison du ralentissement des échanges internationaux (notamment du fait de la Chine et d'autres partenaires commerciaux stratégiques appartenant à l'Union européenne et au Conseil de coopération du Golfe) et, dans certains cas, de la surévaluation des taux de change. Quoique partiellement atténués par un rebond des envois de fonds, qui proviennent souvent des pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et ont donc tendance à refléter l'évolution des cours pétroliers, ces déséquilibres rendent les pays vulnérables à la volatilité des marchés financiers internationaux. Globalement, les besoins immédiats de financement extérieur (amortissement de la dette extérieure et déficits courants) devraient atteindre 238 milliards de dollars en 2019, soit plus de 160 % des réserves de change.

Les déficits courants des pays importateurs de pétrole sont principalement financés par des flux

bancaires (chapitre 4) et des pertes de réserves. Au Liban, par exemple, le déficit courant représente, chaque année depuis 2015, plus d'un cinquième du PIB. Auparavant, les dépôts à court terme des non-résidents représentaient une part considérable, mais, lorsque la croissance de ces dépôts s'est tassée, en 2018, les réserves ont diminué de 7 %. En Jordanie, un déficit courant élevé (7 % du PIB), conjugué à des sorties de capitaux privés et à la chute des investissements directs étrangers (IDE) entrant, s'est traduit par des pertes de réserves. En Tunisie, l'appui des bailleurs de fonds continue à assurer une large part du financement du déficit courant.

Bien que des progrès aient été accomplis sur le front des réformes structurelles nécessaires pour remédier aux problèmes sociaux et économiques (Égypte, voir encadré 2.1, Mauritanie), le climat des affaires dans la région ne soutient pas la comparaison avec, par exemple, les pays

Graphique 2.2.
Agitation sociale relayée
(Indice, moyenne 2014-aujourd'hui = 100, moyenne mobile sur 12 mois)



Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.
Note : l'indice mesure le nombre mensuel d'articles portant sur l'agitation sociale et des sujets connexes dans les grands journaux et réseaux de radiodiffusion anglophones. Voir *Perspectives économiques régionales : région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan* pour des précisions, IP MOANAP = pays importateurs de pétrole — Moyen-Orient,

similaires d'Asie de l'Est ; en témoignent les IDE, qui, depuis la crise financière mondiale, sont moindres dans la région que dans d'autres économies émergentes (chapitre 4).

En prévision, les déficits courants devraient rester globalement constants dans chaque pays. Une stabilisation de l'inflation est prévue à moyen terme, lorsque certains facteurs transitoires (la dépréciation du taux de change, notamment) s'estomperont.

Une situation sociale tendue

Les tensions sociales et politiques demeurent vives dans toute la région (graphique 2.2) : les incertitudes politiques ont empêché le Soudan de mettre un terme à l'escalade des problèmes économiques ; en Cisjordanie et à Gaza, l'économie s'enlise sous le joug des différends politiques internes et internationaux ; en Tunisie, la politique économique et les réformes ont été mises en suspens à l'approche des élections ; enfin, des conflits violents perturbent la vie quotidienne en Afghanistan, en Somalie, et en Syrie.

Dans le même temps, le taux de chômage demeure élevé dans de nombreux pays, ce qui accentue les tensions sociales. Il s'établit en moyenne à 11 % dans la région, contre 7 % dans les autres pays émergents et en voie de développement. Les femmes et les jeunes sont particulièrement touchés : plus de 18 % des femmes et près de 23 % des jeunes étaient au chômage en 2018.

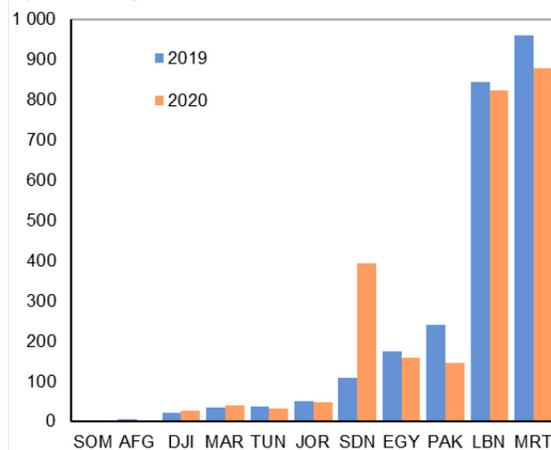
Des contraintes budgétaires plus pressantes

Les récentes évolutions favorables, notamment la baisse des cours pétroliers internationaux et des taux d'intérêt (cf. la section *Évolution de l'économie mondiale*), n'ont guère apaisé le

problème fondamental de la région, à savoir l'augmentation de la dette publique, obstacle majeur à une croissance inclusive. L'endettement public est très élevé dans de nombreux pays : il dépasse 85 % du PIB en moyenne, et est supérieur à 150 % du PIB au Liban et au Soudan.

La charge de la dette amassée depuis de nombreuses années devient écrasante et empêche de procéder aux investissements indispensables pour assurer l'avenir économique à long terme de la région. Les autorités de plusieurs pays sont confrontées à de fortes pressions budgétaires immédiates ; les besoins bruts de financement (qui incluent l'amortissement de la dette) sont particulièrement élevés en Égypte, au Liban, en Mauritanie et au Pakistan (graphique 2.3). En conséquence, les finances publiques de nombreux pays sont vulnérables aux revirements des marchés. L'endettement élevé s'accompagne par ailleurs d'un faible niveau d'IDE, la dette publique ayant un effet d'éviction sur l'investissement privé productif (chapitre 4).

Graphique 2.3.
Besoins de financement bruts, en pourcentage des recettes publiques (% des recettes)

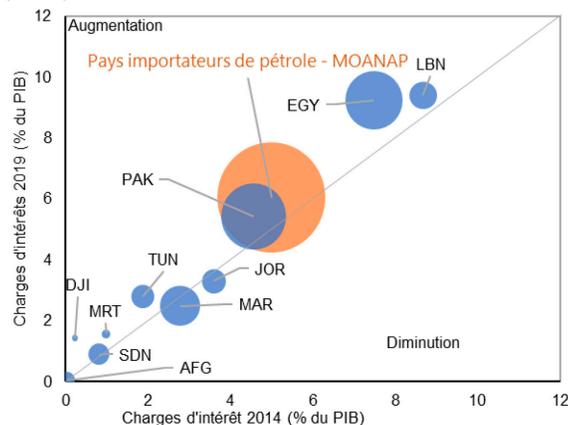


Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

Dans de nombreux pays (Égypte, Liban, Pakistan), l'essentiel de la pression budgétaire à court terme provient de l'accroissement de la charge de la dette. Malgré le répit temporaire qu'a apporté l'assouplissement des conditions financières mondiales depuis le mois de juin, les charges d'intérêts ont augmenté dans de nombreux pays, jusqu'à absorber une part considérable du PIB (graphique 2.4), au détriment de l'investissement, porteur de croissance, et des dépenses sociales. En moyenne pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, la charge de la dette représente 50 % des dépenses en capital, ou plus du triple des dépenses sociales.

Graphique 2.4.
Charges d'intérêts des États, 2014 et 2019
(% du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : la taille des cercles indique le poids des charges d'intérêt dans le PIB régional. Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

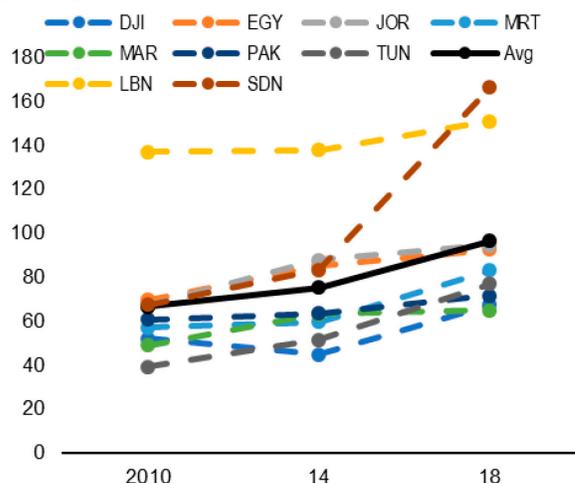
La faiblesse de la demande intérieure (Jordanie, Liban, Soudan, Tunisie) met en exergue le manque actuel d'espace budgétaire, alors qu'elle devrait normalement justifier une relance budgétaire contracyclique. Or, l'encours élevé de la dette contraint les autorités à procéder à un arbitrage difficile entre stabilisation de la dette et soutenabilité budgétaire (Fournier 2019). Dans le même temps, une capacité fiscale limitée (Jordanie, Pakistan), une assiette fiscale étroite et des administrations fiscales relativement inefficaces (Soudan), ainsi que des dépenses

courantes élevées (Jordanie, Liban), restreignent la capacité des gouvernements à générer rapidement des excédents budgétaires. En dépit de programmes de consolidation budgétaire à moyen terme, les soldes primaires devraient rester négatifs en 2019 dans dix des onze pays importateurs de pétrole de la région.

Une dette élevée en raison de l'absence d'ajustement budgétaire et du ralentissement de la croissance

Le coût considérable d'un endettement aussi élevé soulève deux questions : pourquoi la dette est-elle aussi élevée ? Et : comment la réduire ?

Graphique 2.5.
La dette publique a régulièrement augmenté
(% du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Le graphique 2.5 répond à la première question. Il montre que la dette publique élevée des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ne résulte pas d'une hausse soudaine (sauf, peut-être, au Soudan). Dans la plupart des pays, la dette a augmenté depuis de nombreuses années, essentiellement sous l'effet conjugué du repli durable de la croissance et du creusement des déficits primaires, surtout au lendemain des

soulèvements intervenus dans le monde arabe en 2011 (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie).

Le graphique 2.6 met en évidence le rôle central de la croissance (en rouge ; en Jordanie et au Liban, notamment)¹. En effet, pendant les périodes de croissance relativement vigoureuse, y compris avant et aux prémices de la crise financière mondiale, l'endettement a diminué dans la plupart des pays de la région, même dans ceux où le déficit primaire a augmenté (en jaune ; Djibouti et Jordanie). Depuis quelques années, toutefois, la dette s'accumule, tandis que la croissance reste faible et que, dans de nombreux pays, les subventions et les dépenses de personnel du secteur public augmentent.

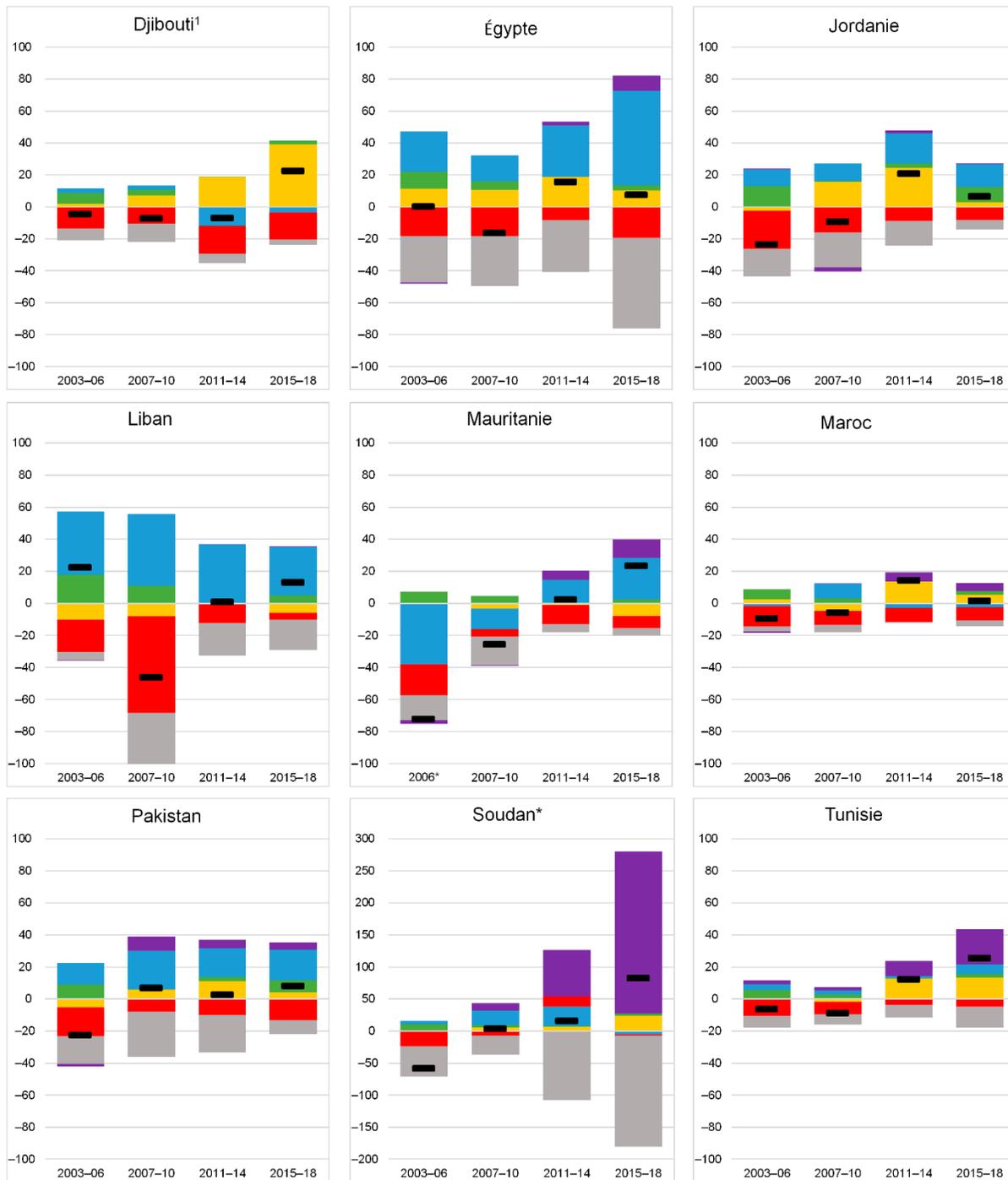
Ce cercle vicieux de croissance faible et de dette en hausse a évincé les dépenses d'investissement qui auraient pu stimuler la croissance. En conséquence, de nombreux pays ont éprouvé des difficultés à réduire leur endettement, même ceux qui ont resserré leurs finances publiques (Égypte, Maroc, Pakistan, Tunisie). Le niveau actuel des déficits primaires aurait été soutenable si la croissance avait retrouvé son niveau d'avant crise. Cependant, étant donné le fléchissement persistant de la croissance, la dette n'est plus soutenable dans le cadre de la politique budgétaire actuelle. Conjugué à un endettement déjà élevé, cela s'est traduit par une accentuation des différentiels de taux d'intérêt de certains pays (barres bleues), ce qui a encore accéléré le rythme d'accroissement de la dette.

¹ Au graphique 2.6, les facteurs idiosyncratiques propres à chaque pays sont calculés comme un résidu ; ils comprennent entre autres

l'effet des annulations de la dette et du différentiel de taux d'intérêt par rapport aux États-Unis.

Graphique 2.6.

Évolution des taux d'endettement public



- Taux de déficit primaire
- Croissance réelle
- Charges d'intérêts – taux des États-Unis
- Inflation
- Facteurs propres à chaque pays
- Dépréciation du taux de change
- Variation du taux d'endettement

Sources : autorités nationales ; calculs services du FMI.

Note: *Échelle différente pour le Soudan.

¹Inclut administration centrale et dette liée au chemin de fer et à l'aqueduc.

Le graphique 2.6 montre que l'évolution des taux d'intérêt mondiaux (barres vertes) a relativement peu influé sur la dynamique de la dette, l'assouplissement récent des conditions financières mondiales n'ayant eu que des effets positifs modérés. Cela tient à ce que les taux d'intérêt sans risque sont relativement bas depuis le début de 2009, et que les niveaux d'endettement doivent être très élevés pour que ces effets soient sensibles². Les pressions dans les secteurs extérieurs et monétaires peuvent cependant exercer une influence significative sur la dynamique de la dette. En Tunisie, par exemple, les risques pesant sur la soutenabilité extérieure ont été atténués par une forte dépréciation du taux de change en 2015–18, qui a contribué à l'accroissement du ratio de dette publique. De la même manière, le ratio de dette de l'Égypte a augmenté en 2017 après la dépréciation du taux de change, nécessaire pour réduire les déséquilibres extérieurs. Le Pakistan a dû durcir sa politique monétaire pour endiguer les pertes de réserves, au risque d'une hausse des charges d'intérêts.

Au Soudan, le lien entre les politiques monétaire et budgétaire est particulièrement manifeste. Alors que l'inflation résultant de la monétisation des déficits a érodé le taux d'endettement, cet effet a été neutralisé par la dévaluation correspondante de la livre soudanaise, qui a augmenté la valeur domestique de la dette libellée en devises (graphique 2.6, barres violettes et grises). La hausse de l'inflation n'est pas non plus une stratégie pérenne à long terme pour réduire l'endettement des pays où la dette domestique est élevée. Dans ces pays, les taux d'intérêt nominaux augmenteraient en effet par anticipation de l'augmentation de l'inflation, ce qui neutraliserait la baisse de la dette nominale

² Même si le taux d'endettement est de 100 % du PIB, une hausse de 50 points de base des taux d'intérêt n'augmentera le coût du service annuel de la dette que de 0,5 % du PIB. Dans le cas d'une

que cette dernière provoquerait (tel qu'illustré, pour de nombreux pays, par les barres grises et bleues de sens opposés sur le graphique 2.6).

Tableau 2.2. Contribution annualisée à l'évolution des taux
(en % du PIB, par an)

	2003–10	2011–18
Évolution du taux d'endettement	-3,4	3,4
Déficit primaire	0,5	2,2
Croissance	-4,0	-1,8
Autres facteurs (écarts de taux compris)	0,1	3,0

Source : calculs des services du FMI.

Note : l'Afghanistan n'est pas pris en compte pour la période 2003–06.

En résumé, le montant élevé de la dette n'est pas seulement dû au creusement des déficits primaires qui a fait suite au Printemps arabe. Le recul persistant de la croissance a également joué un rôle essentiel. Lorsque la dette a commencé à augmenter, les différentiels de taux d'intérêt se sont accentués, ce qui a déclenché une dynamique pernicieuse et accéléré l'endettement (cf. le tableau 2.2, qui synthétise le graphique 2.6).

Assurer la soutenabilité de la dette

Deux grandes stratégies peuvent être mises en œuvre pour diminuer les ratios d'endettement : réduire les déficits primaires et accélérer la croissance.

Les mesures de stimulation de la croissance sont examinées à la section suivante. Néanmoins, il ne faut pas faire abstraction de l'impact des efforts de réduction des déficits sur la croissance. Si la réduction des déficits, à travers une hausse des impôts ou une baisse des dépenses publiques, risque de freiner la croissance, les autorités des pays importateurs de pétrole disposent de marges

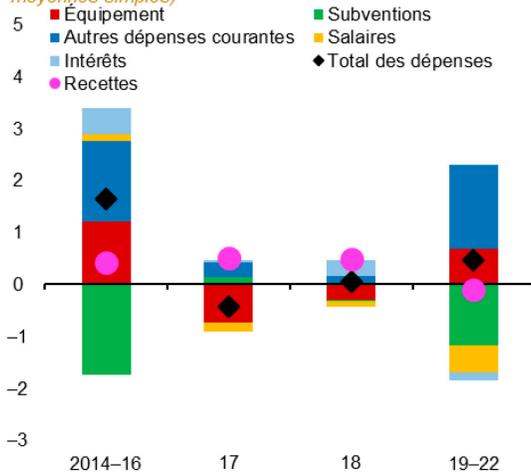
dette à longue maturité, cet effet n'interviendra que très tardivement.

de manœuvre considérables, en modifiant la composition de l’ajustement budgétaire .

Graphique 2.7.

Évolution des dépenses et des recettes publiques

(en % du PIB, évolution par rapport au début de la période, moyennes simples)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
 1. Jordanie, Pakistan, Soudan, et Tunisie exclus en raison de l’insuffisance des données.

Côté dépenses, cela signifie qu’un rééquilibrage s’impose, les dépenses inefficaces de fonctionnement devant faire place à des investissements qui stimuleront la croissance à long terme. De ce point de vue, les progrès dans la région sont contrastés (graphique 2.7). Les réductions des dépenses en capital ont contribué à stabiliser la dette, mais au détriment de la croissance future. La masse salariale publique élevée demeure une composante majeure des dépenses hors investissement (Maroc, Tunisie). De fait, au cours de la décennie écoulée, la masse salariale publique des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP a représenté environ 8 % du PIB en moyenne, niveau comparable à celui observé des pays exportateurs de pétrole (cf. Tamirisa *et al.* 2018). La réduction, voire la suppression, des subventions énergétiques régressives a eu des effets positifs considérables (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie). Les progrès ont quelque peu ralenti en 2018 — la dégradation de l’économie et la hausse des cours du pétrole ayant accentué les pressions politiques

en faveur des subventions et augmenté leur coût —, mais les réformes en cours devraient renverser cette tendance.

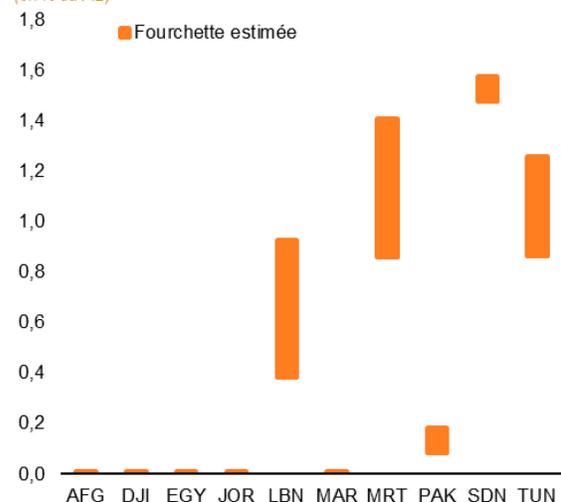
Côté recettes, le tableau est tout aussi contrasté. En Tunisie, un train ambitieux de mesures nouvelles et l’amélioration de l’administration fiscale se sont soldés par une hausse des recettes de plus de 2 points de PIB. Dans d’autres pays, il subsiste de larges possibilités d’accroître les recettes en élargissant l’assiette fiscale et en supprimant des exemptions (Jordanie, Pakistan).

L’équilibre entre les mesures portant sur les dépenses et les recettes dans le cadre d’un assainissement budgétaire influe aussi sur la croissance. Les mesures fiscales appliquées en Tunisie ont certes permis de résorber le déficit, mais les autorités auraient pu obtenir le même résultat en renonçant aux augmentations salariales de la fonction publique et en réduisant davantage les subventions, ce qui aurait eu des effets moins préjudiciables sur la croissance.

Graphique 2.8.

Incidence estimée d’une augmentation de 10 dollars des prix du pétrole sur les dépenses au titre des subventions

(en % du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI
 Note : chaque fourchette correspond à l’incidence estimée d’une augmentation de 10 dollars du prix du pétrole sur les dépenses totales au titre des subventions compte tenu des politiques en vigueur. Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l’Organisation internationale de normalisation (ISO).

Parallèlement aux modifications de la politique budgétaire, des réformes de la conduite systématique de la politique budgétaire sont essentielles. Pour reconstituer les marges de manœuvre budgétaires, il est crucial de renforcer les institutions budgétaires, en particulier assurer la transparence et établir des cadres budgétaires à moyen terme (chapitre 5). Par ailleurs, le renforcement des cadres de gestion de la dette, notamment en élaborant une stratégie à moyen terme, aiderait les autorités à gérer les risques de marché et à tirer profit de circonstances favorables telles que la baisse des taux d'intérêt mondiaux.

Les chocs extérieurs peuvent aussi compromettre la soutenabilité budgétaire. Les autorités pourraient donc veiller à limiter leur exposition à ces risques. Par exemple, les pays appliquant des subventions énergétiques ou des prix intérieurs fixes pourraient être particulièrement vulnérables aux fluctuations des cours internationaux du pétrole (graphique 2.8 ; Liban, Mauritanie, Soudan, Tunisie). Dans le cas du Soudan, la monétisation des déficits due à l'impossibilité d'accéder aux marchés internationaux de la dette exerce une pression à la baisse sur le taux de change, ce qui accroît encore le coût des subventions énergétiques. En revanche, la position budgétaire des pays où le recouvrement des coûts est quasiment complet est beaucoup moins vulnérable à l'augmentation des cours mondiaux du pétrole (Égypte, Jordanie, Maroc).

Une croissance plus élevée et plus inclusive

Des réformes structurelles visant à stimuler la croissance à long terme sont encore possibles dans toute la région (*cf. les Perspectives économiques régionales de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan* d'octobre 2018). À titre d'exemple, la

privatisation d'entreprises publiques — qui exercent une influence déterminante sur le marché et évincent l'investissement du secteur privé, y compris les IDE, réduirait l'encours de la dette publique, tandis que des efforts d'amélioration de leur gouvernance (une priorité en Égypte, *cf.* encadré 2.1, et en Tunisie) permettraient de dégager de l'espace pour le secteur privé.

Plus généralement, la gouvernance du secteur public des pays de la région est en retard par rapport aux autres pays comparables. En témoigne l'absence de comptabilisation et de suivi exhaustifs des passifs contingents hors bilan, notamment ceux liés à la dette des entreprises publiques. De même, la collatéralisation de la dette risque de limiter les possibilités d'action à l'avenir (en Égypte, par exemple). Un autre aspect est la corruption, qui peut freiner la croissance et fragiliser la cohésion sociale, et qui trouve souvent son origine dans une mauvaise gouvernance. Les mesures renforçant la transparence, responsabilisant les décideurs politiques et consolidant les institutions budgétaires peuvent contribuer à résoudre ce problème (le chapitre 5 et Jarvis *et al.*, à paraître, apportent de plus amples précisions).

L'accès limité au financement (Jordanie, Mauritanie, *cf.* Blancher *et al.*, 2019) et l'insuffisance des infrastructures (Liban, Tunisie) continuent de brider la croissance. La faible participation des femmes aux marchés de l'emploi représente une immense ressource inexploitée ; pour y remédier, il sera nécessaire pour les pouvoirs publics de continuer d'investir dans des services d'éducation et de santé de qualité (surtout en Égypte, Mauritanie, Maroc et Tunisie).

Dans certains cas, un appui extérieur s'imposera pour résoudre les problèmes domestiques, en particulier dans les pays où de vastes

programmes d'aide aux réfugiés pèsent sur les finances publiques (Jordanie, Liban, Tunisie). La communauté internationale peut aider ces pays en leur accordant des financements concessionnels (Jordanie et Mauritanie, par exemple), une aide budgétaire directe (par exemple, les programmes du FMI en Égypte, Jordanie et Tunisie), ou de l'assistance technique qui permettra d'améliorer leur gestion économique.³

Pour être durable, la croissance doit aussi être inclusive (*cf. Purfield et al., 2018*). Les troubles sociaux se sont intensifiés ces dernières années, tout particulièrement au Soudan. C'est une autre source de risque pour les pays de la région ; l'agitation sociale peut perturber directement le développement économique ou amener les pouvoirs publics à prendre des mesures provisoires qui ne s'attaquent pas aux sources des problèmes. Cela dit, elle donne aussi l'occasion

aux pouvoirs publics de faire cas de leurs efforts pour satisfaire les revendications de la société en améliorant la gouvernance et créant des opportunités pour tous. Pour ce faire, les gouvernements pourraient envisager de relever les dépenses sociales, qui restent faibles, afin de protéger les plus vulnérables.

En conclusion, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont confrontés à une double menace : une croissance languissante et des finances publiques insoutenables. Dans l'ensemble de la région, les pouvoirs publics ne peuvent se permettre de reporter davantage la mise en œuvre de politiques de consolidation budgétaire propice à la croissance et les réformes structurelles nécessaires pour relever ces défis.

³ En 2020, l'assistance technique que le FMI prévoit d'apporter à la région portera notamment sur la gestion des risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux partenariats public-privé, la rationalisation des dépenses, l'administration fiscale,

l'approfondissement et le renforcement du contrôle bancaire, et les législations et institutions nécessaires pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

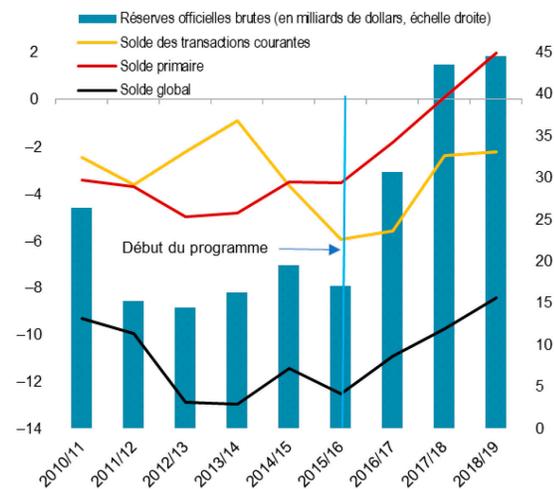
Encadré 2.1. Égypte : de la stabilisation à une croissance inclusive¹

À la mi-2016, après avoir mené une politique macroéconomique insoutenable, l'Égypte s'est trouvée confrontée à une croissance faible, une dette publique élevée et croissante, et à un problème persistant de financement de la balance des paiements (caractérisé par de graves pénuries de devises et une surévaluation du taux de change). Le programme de réformes, appuyé par un accord avec le FMI au titre de la facilité élargie de crédit, prévoyait un ajustement d'envergure, axé sur la libéralisation du marché des changes et un assainissement budgétaire afin d'assurer la viabilité de la dette publique. Il s'agissait notamment de supprimer progressivement les subventions énergétiques coûteuses et mal ciblées, qui grevaient lourdement les ressources budgétaires et évinçaient les dépenses de santé et d'éducation. Les économies ainsi réalisées ont été en partie utilisées pour alléger le fardeau de l'ajustement pour les populations les plus vulnérables, grâce à l'expansion des programmes de transferts monétaires, dont la couverture fut portée de 0,2 à 2,3 millions de ménages, soit environ 10 millions de personnes. La forte appropriation de ces réformes par les autorités et les mesures décisives qui ont été adoptées d'emblée ont été déterminantes pour stabiliser l'économie : la croissance a accéléré pour atteindre l'un des taux les plus élevés de la région ; le déficit courant et le déficit public se sont réduits ; les réserves internationales ont augmenté ; et la dette publique, l'inflation et le chômage ont reculé.

La stabilisation macroéconomique est une condition *sine qua non* à une croissance durable et à la création d'emplois. Compte tenu de sa forte croissance démographique, l'Égypte doit créer au moins 700 000 emplois par an pour absorber le flux de nouveaux arrivants sur le marché du travail.

L'accélération récente de la croissance tient en partie au rebond du tourisme et de la production de gaz naturel. Pour entretenir cet élan, les autorités s'emploient dorénavant à s'attaquer aux obstacles structurels qui brident depuis longtemps la croissance dans d'autres secteurs. Les réformes de l'allocation des terrains à usage industriel, de la concurrence, et des marchés publics, et l'amélioration de la gouvernance sont des mesures initiales importantes, mais, le passage à une économie de marché transparente appellera des réformes plus vastes et plus profondes pour créer un environnement favorable au développement du secteur privé. Des efforts soutenus seront nécessaires pour améliorer le climat des affaires, lutter contre la corruption, et réduire le rôle de l'État.

Graphique 2.1.1.
Déséquilibres externes et internes
(en % du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

¹ Rédigé par Matthew Gaertner.

Bibliographie

Blancher, N., M. Appendino, A. Bibolov, A. Fouejieu, J. Li, A. Ndoye, A. Panagiotakopoulou, W. Shi, and T. Sydorenko. 2019. “Financial Inclusion of Small and Medium-Sized Enterprises in the Middle East and Central Asia.” IMF Departmental Paper 19/02, International Monetary Fund, Washington, DC.

Fournier, J.-M. 2019. “A Buffer-Stock Model for the Government: Balancing Stability and Sustainability.” IMF Working Paper No. 19/159, International Monetary Fund, Washington, DC.

Jarvis, C., G. Pierre, B. Baduel, D. Fayad, A. de Keyserling, M. Sumliński, and B. Sarr. Forthcoming. “Curbing Corruption Through Better Economic Governance in The Middle East, North Africa, And Central Asia.” IMF Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Purfield, C., H. Finger, K. Ongley, B. Baduel, C. Castellanos, G. Pierre, V. Stepanyan, and E. Roos. 2018. “Opportunity for All: Promoting Growth and Inclusiveness in the Middle East and North Africa.” IMF Departmental Paper 18/11, International Monetary Fund, Washington, DC.

Tamirisa, T., C. Duenwald, T. Mirzoev, G. Pierre, G. Agou, B. Nandwa, and K. Dybczak. 2018. “Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia.” IMF Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000-2020

(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne				Projections	
	2000-2015	2016	2017	2018	2019	2020
MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,3	2,1	1,6	0,5	2,7
<i>Dont : croissance non pétrolière</i>	5,7	2,7	2,9	1,8	2,0	3,0
Solde courant	8,2	-3,9	-0,5	2,9	-0,3	-1,4
Solde budgétaire global	2,9	-9,5	-5,6	-3,2	-4,7	-5,1
Inflation (moyenne annuelle ; en pourcentage)	6,5	5,4	7,0	9,3	7,9	9,1
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,7	6,1	1,2	0,2	-1,3	2,1
<i>Dont : croissance non pétrolière</i>	6,2	2,1	2,3	0,4	1,1	2,6
Solde courant	11,6	-3,2	1,8	6,2	1,7	0,1
Solde budgétaire global	5,7	-10,4	-5,2	-1,9	-3,9	-4,5
Inflation (moyenne annuelle ; en pourcentage)	6,9	4,4	3,6	8,7	7,0	8,2
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, hors pays en conflit et Iran						
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	4,3	-0,4	1,6	1,3	2,8
<i>Dont : croissance non pétrolière</i>	7,1	1,8	1,6	1,9	2,7	3,0
Solde courant	13,7	-4,7	1,3	6,8	2,8	1,0
Solde budgétaire global	7,0	-11,3	-5,4	-1,2	-3,3	-3,9
Inflation (moyenne annuelle ; en pourcentage)	3,5	2,4	0,9	2,2	-0,3	2,1
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,3	-0,3	2,0	0,7	2,5
<i>Dont : croissance non pétrolière</i>	6,7	1,9	1,9	1,9	2,4	2,8
Solde courant	15,3	-2,8	2,8	8,5	5,3	3,1
Solde budgétaire global	8,6	-10,7	-5,6	-1,8	-2,4	-3,3
Inflation (moyenne annuelle ; en pourcentage)	2,7	2,1	0,2	2,1	-0,7	2,0
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	3,7	4,0	4,3	3,6	3,7
Solde courant	-2,2	-5,6	-6,7	-6,5	-5,9	-5,2
Solde budgétaire global	-5,7	-7,3	-6,8	-6,9	-7,0	-6,5
Inflation (moyenne annuelle ; en pourcentage)	6,0	7,5	14,4	10,4	9,7	10,7
MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,4	1,8	1,1	0,1	2,7
<i>Dont : croissance non pétrolière</i>	5,8	2,4	2,6	1,3	1,9	3,1
Solde courant	8,8	-4,2	-0,2	3,8	0,1	-1,3
Solde budgétaire global	3,5	-10,1	-5,6	-2,9	-4,4	-4,9
Inflation (moyenne annuelle ; en pourcentage)	6,3	5,7	7,4	10,1	8,1	8,6
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	3,8	1,3	2,4	1,9	3,3
<i>Dont : croissance non pétrolière</i>	6,2	2,2	2,2	2,5	3,1	3,4
Solde courant	9,8	-5,6	-0,9	3,7	0,6	-0,9
Solde budgétaire global	4,0	-11,4	-6,4	-2,9	-4,4	-4,9
Inflation (moyenne annuelle ; en pourcentage)	3,9	4,9	6,9	6,0	3,3	4,8

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données relatives à la période 2011-2020 excluent la République arabe syrienne.

Notes : Les données se rapportent aux exercices pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.